

NEWSLETTER DE FÉVRIER WUC – 06/02/2023

Le WUC reçoit le jugement dans l'affaire contre le gouvernement britannique

Le 20 janvier 2023, un jugement a été rendu dans l'affaire opposant le Congrès mondial ouïghour (WUC) et le Global Legal Action Network (GLAN) au gouvernement britannique. L'affaire mettait en cause l'incapacité de HM Revenue and Customs, du Home Office et de la National Crime Agency à mettre fin à l'importation de coton produit par le travail forcé des Ouïghours au Turkestan oriental. Malheureusement, le tribunal a donné raison aux autorités.

Cette audience a été un événement marquant pour de nombreuses raisons. C'était la première fois que la répression ouïghoure était évoquée devant un tribunal étranger. Dans son jugement, le juge Dove a souligné d'emblée que les nombreuses preuves qui sous-tendent le dossier de l'UMS en ce qui concerne les mauvais traitements infligés au peuple ouïghour et l'implication d'abus dans la production de coton au Turkestan oriental ne sont pas contestées par les défendeurs. Il a conclu en soulignant que "[l]'issue de l'affaire ne remet nullement en cause le consensus frappant qui se dégage des éléments de preuve, à savoir que l'industrie du coton au [Turkménistan oriental] est le théâtre d'abus manifestes et généralisés, impliquant des violations des droits de l'homme et l'exploitation du travail forcé".

C'était également la première fois que la loi de 1897 sur les biens fabriqués en prison à l'étranger était plaidée, et la première affaire concernant les produits des violations des droits de l'homme en tant que biens criminels en vertu de la loi de 2002 sur les produits du crime. Les avocats du gouvernement ont accepté en audience publique que le coton produit par les Ouïghours réduits en esclavage pouvait être un produit du crime - le litige portait uniquement sur la question de savoir s'il y avait suffisamment de preuves pour enquêter. Malgré ses conclusions sur ce défi particulier, le juge Dove a réitéré qu'il existe peut-être d'autres outils ou mesures à la disposition du gouvernement, qu'il pourrait utiliser pour répondre aux préoccupations concernant l'exploitation et les abus du peuple ouïghour dans la production de coton au Turkestan oriental.

"Il s'agit d'un résultat très décevant pour la communauté ouïghoure qui cherche à obtenir des comptes depuis des années. Cependant, ce n'est que le début d'un tel processus, cette affaire étant la première devant un tribunal étranger. Notre équipe juridique a travaillé dur sur ce dossier et, ensemble, nous continuerons à demander des comptes au gouvernement chinois", a déclaré Dolkun Isa, présidente du WUC.

Le Parlement taïwanais adopte une résolution de génocide reconnaissant les crimes d'atrocité du gouvernement chinois

Le 27 décembre, le Parlement taïwanais (Yuan législatif) a adopté une résolution dans laquelle il reconnaît que la Chine commet des crimes contre l'humanité et un génocide contre le peuple ouïghour. La résolution demande également à l'exécutif du gouvernement taïwanais de continuer à prêter attention aux violations des droits de l'homme des Ouïghours, exprime sa solidarité avec les Ouïghours persécutés et appelle à une discussion rapide sur la manière de coopérer avec d'autres pays démocratiques pour imposer des sanctions correspondantes au gouvernement chinois.

Wu'er Kaixi, secrétaire général du Comité des droits de l'homme du Yuan législatif, a indiqué que la résolution peut exiger du Yuan exécutif qu'il interdise l'importation de produits connexes, à l'instar de la loi américaine Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA). En outre, le Parlement taïwanais a également proposé un régime de sanctions mondiales en matière de droits de l'homme de type Magnitsky, afin de sanctionner les auteurs de violations des droits de l'homme. Si cette proposition est adoptée, Taïwan pourrait devenir le premier pays asiatique à se doter d'un tel régime de sanctions.

Le Congrès mondial ouïghour (WUC) a applaudi cette résolution, qui constitue le 11e organe parlementaire au monde à reconnaître les crimes contre l'humanité et (un risque sérieux de) génocide. "En étant le premier organe législatif en Asie à reconnaître les crimes contre l'humanité et le génocide du gouvernement chinois à l'encontre du peuple ouïghour, le Parlement taïwanais crée un précédent très important", a déclaré Dolkun Isa, président du WUC. "D'autres

pays de la région doivent suivre l'exemple et construire une coalition forte pour rejeter les crimes atroces du gouvernement chinois et soutenir les efforts visant à demander des comptes aux responsables."

Le WUC condamne le soutien du Conseil mondial des communautés musulmanes au génocide du gouvernement chinois

Le Congrès mondial ouïghour (WUC) a fermement condamné la visite du Conseil mondial des communautés musulmanes (WMCC) au Turkestan oriental et son soutien aux crimes contre l'humanité et au génocide du gouvernement chinois contre le peuple ouïghour. Les 8 et 9 janvier, une délégation du WMCC, composée de plus de 30 personnalités et érudits islamiques de 14 pays, a participé à une visite de propagande organisée par le gouvernement chinois au Turkestan oriental. Dans une déclaration faisant suite à cette visite, le président du WMCC, Ali Rashid Abudula Ali Alnuaimi, a félicité le gouvernement chinois pour "l'achèvement du plan de lutte contre le terrorisme au Xinjiang" et a salué "l'intérêt et la détermination des dirigeants chinois à servir tous les peuples de la région".

"Il est scandaleux que le WMCC ait participé à cette visite de propagande et se fasse maintenant l'écho du récit du gouvernement chinois", a déclaré Dolkun Isa, présidente du WUC. "Le WMCC trahit des millions de ses frères et sœurs musulmans qui souffrent aux mains du gouvernement chinois, et agit en contradiction directe avec sa propre Charte fondamentale".

Le COMEX rejette fermement le contre-récit chinois concernant les crimes contre l'humanité et le génocide perpétrés contre les Ouïghours. Depuis le début, le gouvernement chinois a présenté ces atrocités des droits de l'homme comme des mesures de "contre-terrorisme", alors qu'en réalité il a criminalisé toutes les formes quotidiennes et légales de comportement religieux, comme le port de la barbe ou du hijab, et la possession d'un Coran. Au Turkestan oriental, toute forme d'adhésion ou de pratique de l'islam est devenue passible de détention dans l'un des nombreux camps de concentration, où les Ouïghours sont exposés à la torture systématique, au viol, à la malnutrition et au travail forcé.

Le Japon et les États-Unis créent un groupe de travail pour lutter contre le travail forcé

Le 5 janvier, le service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) a publié une mise à jour sur la façon dont il applique la loi sur la prévention du travail forcé en Ouïghour (UFLPA), qui interdit tous les produits fabriqués entièrement ou en partie au Turkestan oriental pour des raisons de travail forcé. Dans le cadre de cette mise à jour sur l'application de l'UFLPA, le CBP a annoncé qu'il avait retenu des cargaisons de dattes rouges produites par le Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC) après que les agents des douanes aient identifié les produits entrant sur le marché américain. Ces mesures font suite aux résultats de recherches menées par le Projet des droits de l'homme en Ouïghour (URHP), qui ont révélé que des dattes rouges produites par le XPCC étaient vendues aux États-Unis.

Par la suite, le 7 janvier, le Japan Times a rapporté que les États-Unis et le Japon ont lancé un groupe de travail pour promouvoir les droits de l'homme et les normes internationales du travail dans les chaînes d'approvisionnement, dans le cadre de préoccupations communes concernant la prévalence du travail forcé ouïghour dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et ont déclaré qu'ils inviteraient d'autres gouvernements à se joindre à cette initiative. Les deux parties ont également signé un mémorandum de coopération actualisé sur la cybersécurité afin de renforcer la collaboration opérationnelle et ont accueilli une table ronde avec des représentants d'entreprises japonaises sur le respect des droits de l'homme et la prévention du recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement, selon un communiqué des États-Unis.

AUTRES SUJETS D'ACTUALITÉ

Tous les vendredis, le Congrès Ouïghour Mondial publie son Weekly Brief sur son site web et ses canaux de médias sociaux, agrégeant et résumant les nouvelles les plus importantes de la semaine et annonçant les manifestations ou les événements de sensibilisation à venir auxquels vous pouvez participer.

Vous voulez connaître les principaux sujets d'actualité de ce mois-ci ? Jetez un coup d'œil aux brèves hebdomadaires suivantes :

6 janvier :

- La Turquie souhaite envoyer une mission humanitaire au Turkestan oriental et refuse les demandes d'extradition de la Chine.
- Un étudiant ouïghour risque d'être jugé pour "séparatisme" au Turkestan oriental

Le 13 janvier :

- L'ethnie kazakhe du Turkestan oriental envoie un SOS " extrêmement rare " pour tenter d'échapper à une arrestation.

Le 20 janvier :

- Le Congrès Ouïghour Mondial conclut avec succès la retraite annuelle du personnel.
- **Le WUC demande la libération d'Ilham Tohti neuf ans après son emprisonnement**
- La Cour européenne des droits de l'homme ordonne à Malte de ne pas déporter les Ouïghours vers la Chine
- Le WUC rencontre le commissaire aux droits de l'homme allemand

27 janvier :

- Les liens risqués entre les universités britanniques et la Chine
- Nouveau document d'information de l'ISHR sur l'influence chinoise dans les organes de traités des droits de l'homme de l'ONU



PARTICIPENT

Soutenez le procès pour génocide et crimes contre l'humanité des Ouïghours en Argentine.

Le Congrès Ouïghour Mondial et le Projet des Droits de l'Homme Ouïghour lancent une action pénale devant les tribunaux argentins en relation avec les crimes internationaux de génocide et de crimes contre l'humanité commis contre le peuple Ouïghour. Faites un don et participez à cette affaire historique.

Demandez à Volkswagen de fermer son usine au Turkestan oriental

Malgré les preuves croissantes du génocide en cours contre les Ouïghours, Volkswagen continue d'exploiter une usine au Turkestan oriental. Le Congrès Ouïghour Mondial collecte des signatures pour demander à Volkswagen de fermer son usine à Urumchi. Veuillez signer [ici](#).

Pétition Change.org demandant au Parlement allemand de reconnaître le génocide ouïghour.

Continuez à signer et à partager notre pétition [change.org_deutschland](#) pour demander au Parlement allemand de reconnaître le génocide ouïghour.

Dites à Zara : cessez de profiter du travail forcé des Ouïghours !

Le détaillant espagnol Zara, comme beaucoup d'autres entreprises géantes, prétend interdire le travail forcé dans ses chaînes d'approvisionnement, mais n'offre aucune explication crédible sur la manière dont il peut y parvenir compte tenu de ses liens avec le Turkestan oriental, où toutes les marchandises sont susceptibles d'être entachées de travail forcé. En continuant à opérer dans la région et en maintenant des liens avec elle, les marques de mode comme celles-ci sont complices de ce que beaucoup ont largement reconnu comme des crimes contre l'humanité. Veuillez signer la pétition [ici](#) !

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](#) (version gratuite)